

Temps fort

La saga frondeuse du MCG

GENÈVE La formation populiste dont on a prédit maintes fois la disparition fête ses 20 ans cette année. Fondé par Eric Stauffer, le parti anti-frontaliers a marqué le bout du Léman de son empreinte, imposant ses thèmes et engrangeant les succès électoraux. Mais la relève semble à ce jour inexistante

THÉO ALLEGREZZA ET MARC GUÉNIAT

A bien des égards, le Mouvement citoyen genevois est un phénomène. Le parti célèbre cette année les 20 ans de son entrée fracassante au Grand Conseil. Combien d'oracles ont prédit sa disparition, inscrite dans ses incohérences programmatiques? Depuis Vigilance, parti d'extrême droite créé en 1965 et rayé de l'échiquier en 1993, aucune formation n'est parvenue à s'installer durablement sur la scène politique comme le MCG, ni à diffuser certaines de ses idées au-delà des frontières cantonales, échouant toutefois dans ses tentatives de s'y implanter.

Le Temps saisit l'occasion de cet anniversaire pour examiner l'empreinte d'un parti qui a imposé la préférence cantonale en brocardant sans relâche les frontaliers, alors que les Genevois célèbrent vendredi l'Escalade, la fête qui commémore la victoire de 1602 sur l'ennemi savoyard. C'est d'ailleurs en entonnant le *Cé qu'è lainò* que le mouvement a pris l'habitude de pénétrer bruyamment dans l'enceinte d'Uni-Mail lors de ses percées électorales.

A l'origine se trouve Eric Stauffer. Energique et redoutable, un homme à la carrure imposante et à la gouaille bien genevoise. On lui prête d'avoir eu mille vies, tour à tour homme d'affaires mystérieux, actif dans la téléphonie et conseiller du président de l'île Maurice. Marié deux fois, père de trois enfants et au bénéfice d'autant de nationalités (italien par sa mère, suisse par son père et mauricien). A Genève, son intense carrière politique s'est terminée brutalement par une retraite forcée, un transfert en Valais, – sans jamais raccrocher avec les médias, son addiction –, avant un repli dans son île de l'océan Indien. Malgré ses déboires, Eric Stauffer est animé d'un flair hors norme. «Je lui dois toute ma carrière politique», consent Mauro Poggia, attablé dans son étude d'avocat donnant sur l'Hôtel de Ville, à quelques mètres du bureau de conseiller d'Etat qu'il a occupé durant dix ans. En 2013, son élection fut le sommet d'une ascension express initiée huit ans plus tôt par un trio singulier.

1 Les trois ingrédients du cocktail

Comme souvent au MCG, l'histoire commence par une ambition contrariée. En 2005, Eric Stauffer brigue un siège de député. Il pense à l'UDC, qui surfe alors sur la popu-

larité de Christoph Blocher. Au printemps, la section genevoise est réunie en assemblée pour désigner ses candidats. Le député Yves Nidegger, qui présidait les débats ce soir-là, se souvient: «Comme mon parti donne des leçons de gouvernance à l'Etat, il exige des élus exemplaires. Eric Stauffer a refusé de fournir un extrait de poursuites et claqué la porte en disant qu'on entendrait bientôt parler de lui. Il a tenu parole.»

«Nous ne connaissons rien du fonctionnement du pouvoir législatif»

ÉRIC STAUFFER, COFONDATEUR DU MCG

Celui que l'on surnomme bientôt le trublion de la République a des idées, mais il n'a pas d'argent. Sorti de l'assemblée, il compose aussitôt le numéro de Georges Letellier (décédé en 2008). Cet industriel a servi durant la guerre d'Algérie, fréquenté à la fois le Front national et le Parti communiste, avant de faire fortune en Suisse en développant des procédés de nettoyage écologiques pour l'horlogerie. Cela tombe bien, l'homme est aussi en froid avec l'UDC. Georges Letellier envisage d'exercer son influence à travers les médias en rachetant *Le Courrier*. Stauffer l'en dissuade et le convainc d'injecter plutôt 160 000 francs dans la prochaine campagne électorale.

A l'argent et aux idées manque encore un électorat; Roger Golay fournit cela. La politique, l'ex-président de l'Union du personnel du corps de police connaît. Dans les années 1980, ce gendarme a milité pour Vigilance, faux jumeau du MCG. En 2005, ayant entre-temps quitté le parti radical, il vise la liste de SolidaritéS, avant de se laisser séduire par Eric Stauffer. C'est lui qui fait du mouvement le parti des policiers. Lui encore qui ajuste l'objectif sur les frontaliers. «A l'époque, il revenait à la police de renouveler les permis G des Français travaillant en Suisse. Dans les années 1990, nous étions en sous-effectif et ces personnes venaient tard le soir, ou le week-end, pour cette démarche chronophage. Nous voyions le niveau de leurs salaires, alors que le chômage s'installait durablement», se sou-

vient-il. En 2005, Genève connaît un taux de chômage deux fois plus élevé que la moyenne suisse. Un terreau propice pour voir éclore un parti protestataire.

Son premier nom fut «Mouvement blochérien genevois», indice d'une dissidence et d'une idéologie. Au bout de trois semaines, le trio opte pour «Mouvement citoyens genevois» et lance 33 candidats à l'assaut du Grand Conseil. Fini le «politiquement correct», clament Letellier et les siens, qui entendent «remettre la République sur les rails» et favoriser «les Genevois, d'abord». Un MAGA avant l'heure à la sauce genevoise. Au volant de son tracteur, l'infatigable Eric Stauffer sillonne les rues. Il n'a rien d'un agriculteur mais le «marketing manager» du MCG – son titre officiel – a trouvé la manière de faire parler de lui. La «brigade anti-PV» fait mouche, elle aussi, face aux amendes d'ordre qui se multiplieraient.

Le résultat est là. Avec d'excellents scores dans les communes périurbaines et populaires, le MCG place neuf élus au parlement. Pointant une participation dépassant 40%, les néodéputés se flattent d'avoir raflé les suffrages de «la masse silencieuse», notamment les naturalisés. Un électorat communautaire qui lui restera fidèle, tout comme celui des policiers, et par extension, une partie des fonctionnaires. La fibre sociale – ou clientéliste – du MCG offrira à la gauche des victoires inespérées dans l'hémicycle.

2 A l'épreuve du pouvoir

Au parlement, les débuts sont difficiles. Se prétendant ni de gauche ni de droite, le MCG est placé à l'extrême droite de l'hémicycle. «Tous les partis se sont ligüés contre nous afin que l'on disparaisse», résume Roger Golay. En guise de protestation, ses députés quittent la salle, inaugurant dès le premier jour une longue série d'escandres. A cela s'ajoutent les difficultés inhérentes à une députation débutante. «Nous ne connaissons rien du fonctionnement du pouvoir législatif», admet Eric Stauffer. La commission des visiteurs officiels qui s'occupe des prisons? Les députés MCG pensent qu'elle traite de politique étrangère.

Sur les bancs du Grand Conseil, Eric Stauffer, quand il ne s'empare pas (le verre d'eau jeté à la figure de feu le libéral Pierre Weiss est passé à la postérité), excelle en stratégie. Il multiplie les coups politiques, qui



Eric Stauffer, cofondateur du MCG. (GENÈVE, 29 NOVEMBRE 2013/DAVID WAGNIÈRES POUR LE TEMPS)

le positionnent comme le pourfendeur de la «république des copains et des coquins», citant Michel Poniatowski. Seul, il parvient à faire reculer les SIG (Services industriels de Genève), qui envisagent imprudemment d'importer des déchets napolitains. Combien de fois ne s'est-il pas joué des autres groupes, dé faisant les majorités au gré de son bon plaisir? «Il traînait la gauche d'un côté et puis, paf, il votait avec la droite, ce qui faisait capoter les projets de loi», se souvient le socialiste Alberto Velasco. A l'instar de ce que fait désormais LJS, le parti de Pierre Maudet.

Malgré ces débuts chaotiques, le MCG parvient à franchir l'écueil de l'élection majoritaire. Le premier à se hisser dans un exécutif est Thierry Cerutti, élu à Vernier en 2008. Lui aussi policier, il se trouve au cœur d'une affaire de fraude électorale, finalement classée – c'est d'ailleurs en prenant sa défense que l'avocat Mauro Poggia commence à côtoyer le MCG. Ce mercredi, la RTS affirmait que cet enfant terrible a été entendu par les autorités sur un nouveau soupçon – dont il est présumé innocent – dans le cadre d'une fraude survenue lors de l'élection au Conseil administratif le printemps dernier, toujours à Vernier – il dément et annonce une plainte contre le RTS. Plus ancien député en fonction, avec vingt années consécutives, Thierry Cerutti

cumule les scandales en politique comme dans sa vie professionnelle. En mai dernier, cette exemplarité défaillante l'a privé du perchoir du Grand Conseil. Qu'importe, il continue de sermonner la République en tant que membre de la commission de contrôle de gestion. «Je suis perfectible, comme le peuple», dit-il, regrettant au passage le temps des débats homériques au parlement, à grand renfort de scuds. Parce que «c'est ça, la politique».

Trois ans après Cerutti, c'est Eric Stauffer qui accède à la mairie d'Onex, une autre commune populaire et périurbaine. Confronté à Carole-Anne Kast, il s'y révèle collégial. Il échoue toutefois à se faire réélire, comme Cerutti, barrés tous les deux par une coalition politique contre-nature.

Mais le vrai graal, c'est le Conseil d'Etat. L'obsession d'Eric Stauffer. Malheureusement pour lui, les Genevois lui préfèrent Mauro Poggia en 2013. E conduit par le PDC, l'avocat devient le «Monsieur Propre du MCG», image *L'Illustré*. Quand le mouvement évoque «l'épidémie de frontaliers de loin pas éradiquée», Poggia s'excuse et Stauffer le reprend. Pour Yves Nidegger, c'est l'exception lisse que l'on utilise lors des scrutins majoritaires, comme procéda la Lega tessinoise à travers son duo Bignasca-Borradori, le pirate et le séducteur, dont seul le second accédera

au gouvernement. «Je resterai un faiseur de roi, sans jamais être roi moi-même», comprend Eric Stauffer au lendemain de son échec.

Au Conseil d'Etat, Mauro Poggia hérite d'un vaste département, rassemblant la Santé, les Affaires sociales et l'Emploi. «Mes collègues ont essayé de me savonner la planche», sourit-il. Une façon de dire que le parti a été mis face à ses responsabilités. Le principal accomplissement de son premier mandat est l'instauration de la préférence cantonale. En réalité, une directive demandant à l'administration et aux régies publiques autonomes de privilégier les chômeurs inscrits à Genève existe depuis 2011. Le conseiller d'Etat radical François Longchamp avait senti le vent tourner. Quand, fin 2014, Mauro Poggia étend cette directive aux entités subventionnées par l'Etat, il le fait dans l'indifférence générale. C'est le signe que le MCG a remporté la bataille des idées – mais aussi que l'initiative UDC contre l'immigration de masse, acceptée en votation quelques mois plus tôt, est passée par là. En 2020, Mauro Poggia arrache un accord avec le secteur privé, sur une base volontaire et donc sans grand effet. «C'est au bon vouloir des entreprises. Autrement, cela aurait été contraire au droit européen», rappelle-t-il.

Quand ils évoquent la préférence cantonale aujourd'hui, beaucoup



Mauro Poggia porté par les siens dans le hall d'Uni-Mail après l'annonce de son élection historique au Conseil d'Etat. (GENÈVE, 10 NOVEMBRE 2013/MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)



Mauro Poggia après avoir pris connaissance des projections le donnant comme élu au Conseil National. (GENÈVE, 23 OCTOBRE 2011/SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)



Daniel Sormanni, Roger Golay et Mauro Poggia lors d'un week-end électoral. (GENÈVE, 12 NOVEMBRE 2023/NICOLAS RIGHETTI/LUNDI 13 POUR LE TEMPS)



au sein du MCG relativisent son impact réel. Elle ne serait que mollement appliquée. Parce que le jour où elle l'est, le parti perd sa raison d'être? «Les attaques contre les frontaliers répondent très bien à la génétique du Genevois râleur», commente l'UDC Yves Nidegger. Une énième initiative MCG – pour bannir les frontaliers des postes clés de l'Etat – est en cours d'examen au Grand Conseil.

3 2016, schisme et vœu de dédialisation

Une anomalie va venir troubler cette épopée masculine qu'est alors le MCG. Elle survient le vendredi 29 avril 2016. Plus d'une centaine de membres du parti sont réunis dans une salle des fêtes à Meyrin et, à 22h26 pour être précis, ils choisissent d'élire à sa présidence une conseillère municipale à Vernier, Ana Roch, au détriment d'Eric Stauffer, pour une petite voix. Il n'en faut pas plus pour faire dérailler la carrière politique du tribun. Ses frasques à répétition et son arrogance vis-à-vis des députés ont fini par lasser à l'interne. Ce soir-là, Eric Stauffer se brouille avec certains de ses fidèles lieutenants, qu'il accuse de trahison, et Ana Roch promet l'avènement d'un «MCG 2.0».

«J'avais envie de dédialiser le parti», confie Ana Roch. Neuf ans plus tard, elle concède qu'elle n'y est pas parvenue. «C'est toujours difficile de porter l'étiquette MCG. Bien pire qu'UDC. La presse y est pour beaucoup, à relayer ce message selon lequel on ne fait rien. Ce n'est pas vrai», martèle l'actuelle présidente du Grand Conseil. Un exemple récent? Son projet de loi, adopté à l'unanimité, qui introduit une déduction pour les enfants à charge au prorata du nombre de mois effectifs, et non plus selon la situation au 31 décembre.

Lors des élections de 2018, le MCG voit son double apparaître dans les urnes. Il se nomme Genève en marche (GEM). Revanchard, Eric Stauffer a rallié certains de ses soutiens, comme le promoteur immobilier Ronald Zacharias qui mettra plus de 1 million de francs dans la campagne. Pas suffisant

pour atteindre le quorum. «J'ai commis l'erreur d'en faire un parti de droite comme les autres, délaissant la Genève d'en bas», analyse Eric Stauffer. Le MCG perd la moitié de ses députés, mais a tué le père sans disparaître.

Le parti conserve ses liens étroits avec la police, mais ne parvient pas à placer des magistrats au pouvoir judiciaire, source non négligeable de revenus pour ses concurrents. Le MCG choisit dès lors de pourfendre l'institution.

Sans Stauffer, la formation dépend de Mauro Poggia. Au pouvoir, le conseiller d'Etat se dévoile heureusement en habile gestionnaire, parvient à mettre Uber au pas. Il instaure la clause du besoin, malgré les réticences des médecins, gère la crise du covid sans accroc, à défaut d'avoir trouvé la martingale pour freiner la hausse des primes maladies, pourtant le grand combat de l'ex-président de l'Association suisse des assurés. Les Genevois ne lui en tiennent pas rigueur et Poggia quitte le gouvernement au faite de sa popularité en 2023.

«C'est toujours difficile de porter l'étiquette MCG. Bien pire qu'UDC»

ANA ROCH, PRÉSIDENTE (MCG) DU GRAND CONSEIL

Difficile de tirer un trait sur la politique dans ces conditions. Aux cantonales, la locomotive Poggia tire encore la liste au Grand Conseil (trois élus de plus), puis au Conseil national (deux de plus) quelques mois plus tard, réalisant même l'exploit de déloger Lisa Mazzoni du Conseil des Etats. Une Chambre haute où il se retrouve toutefois isolé au sein d'un groupe UDC qu'il ne voulait pas rejoindre, intégré à des commissions qui n'étaient pas son premier choix. Pour certains observateurs, Genève «gaspille» ses sièges en envoyant des élus MCG à Berne.

4 L'absence de relèvement, une maladie chronique

Et maintenant? Quelles sont les chances du MCG de retrouver un siège au gouvernement? A l'interne, certains estiment que le parti a hypothéqué son ambition en soutenant Lionel Dugerdil au second tour de l'élection partielle, faisant du député UDC le mieux placé pour conquérir un siège à droite à l'avenir. De fait, si l'ascension de l'UDC genevoise a été stoppée par l'émergence du MCG, la dynamique semble s'inverser au sein d'un espace électoral d'environ 30% qui correspond, peu ou prou, à celui qu'occupe l'UDC ailleurs en Suisse «Sans Mauro Poggia, le gouvernement, c'est fini pour le MCG», affirme Alberto Velasco.

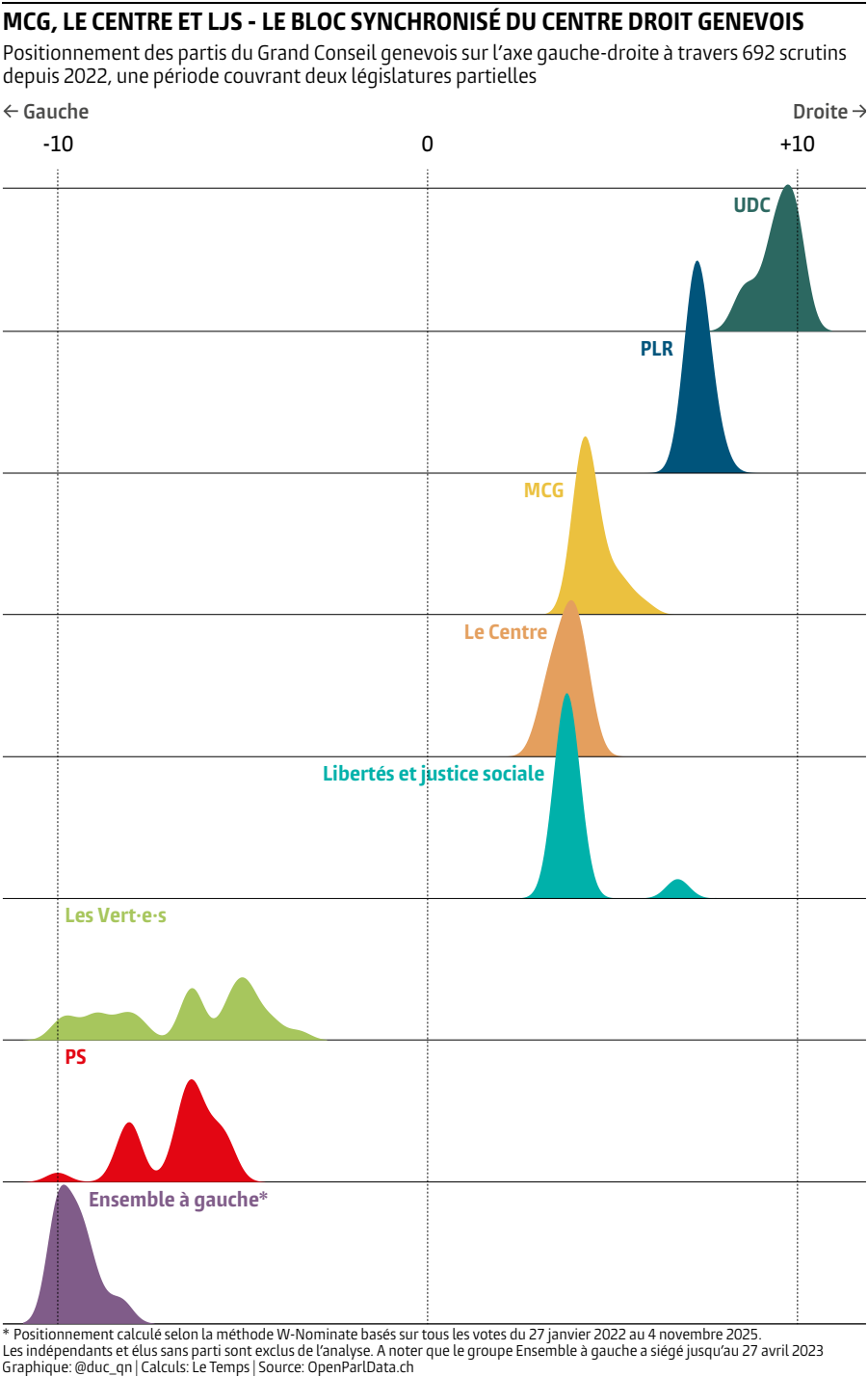
D'autant que le parti est dirigé par un François Baertschi qui est, selon Eric Stauffer, «un bon exécutant, mais qui a cette tendance à s'aventurer à la droite de la droite», au détriment de son ADN social. L'ancien journaliste diffuse des communiqués truffés de fautes, tant factuelles que d'orthographe. Qu'importe, seul le message compte. Et le parti glisse à droite, estime Yves Nidegger: avec l'arrivée de LJS, le centre de l'échiquier est saturé, si bien que «le traditionnel parasitisme de ces partis à la fois de droite et de gauche s'est compliqué», insiste l'UDC.

En sus de ces hésitations idéologiques, le MCG fait face à un problème de taille: l'absence de relèvement, que masquent les succès électoraux de Mauro Poggia. Une maladie chronique. Lors de la complémentaire de cet automne, le parti a bien tenté d'accélérer la guérison en présentant un candidat de 36 ans, Maikl Gerzner, un néophyte dont le verbe apparaît vite incompatible avec son électorat naturel. C'est un fiasco: le jeune avocat recueille à peine 6% des voix.

D'autres facteurs expliquent l'impasse dans laquelle se trouve le MCG. Dès sa fondation, le parti s'est fait le champion pour attirer les déçus des autres partis. C'est l'avènement du tourisme électoral. Ces dernières années, le MCG n'a pas hésité à présenter certains de ses transfuges comme tête de liste à des élections, à l'image de l'ex-conseiller d'Etat PDC Luc Barthassat (pour la mairie de Genève en 2020) ou du PDC puis PLR Philippe Morel (pour le Conseil d'Etat en 2023). Autant d'opportunités ratées pour permettre à des candidats internes d'émerger, à supposer qu'ils existent.

A Genève, huit députés en sont à leur troisième législature, au moins. La moitié des parlementaires assument également un double mandat à l'échelon municipal, à l'image de François Baertschi en ville de Genève. «Je quitte dans un mois», assure l'ancien journaliste au *GHI*. De fait, il s'agit d'une «stratégie» consistant à mettre des personnes expérimentées pour tirer les listes, avant qu'elles ne démissionnent – pour autant qu'elles le veuillent bien. Ainsi, l'avocate Danièle Magnin siège sans discontinuer au Conseil municipal de la ville de Genève depuis 2007 et au Grand Conseil depuis 2013. Au soir de son élection au Conseil national, en 2023, Daniel Sormanni était au bénéfice d'un triple mandat – il consentira à lâcher le Grand Conseil. «Les gens ne veulent pas partir», reconnaît Ana Roch.

Depuis le départ d'Eric Stauffer, les quatre présidents ont tous tenté de rajeunir le parti, sans y parvenir. Actuel titulaire du poste, François Baertschi explique avoir «insisté pour qu'un groupe jeune se forme». Ces jeunes MCG, présidées par le député de 35 ans Arber Jahija, compteraient aujourd'hui une centaine de membres. «On a pris du retard, mais notre relèvement arrive enfin», veut croire Mauro Poggia. Un postulat qui sera testé en 2027 et 2028 lors des prochaines échéances électorales. ■



Le parti a trouvé sa place au centre droit de l'échiquier

DONNÉES Depuis son entrée au parlement en 2005, le Mouvement citoyens genevois revendique une position hors des clivages traditionnels. Deux décennies plus tard, l'analyse des votes au Grand Conseil raconte une autre histoire: celle d'une convergence marquée avec Le Centre et Libertés et justice sociale, et d'une discipline de vote qui tranche avec la dispersion de la gauche

DUC-QUANG NGUYEN

Où se situe le Mouvement Citoyens genevois (MCG) sur la carte politique cantonale? La question n'est pas seulement théorique, elle définit la dynamique des alliances au bout du lac. Lors de son entrée fracassante au Grand Conseil genevois en 2005, le parti régionaliste et populiste avait marqué les esprits en refusant de siéger à l'extrême droite de l'hémicycle. Fidèle à son slogan «ni de gauche, ni de droite», le MCG occupe désormais le milieu de la salle du Grand Conseil, flanqué des députés du Centre à sa droite et de ceux de Libertés et justice sociale (LJS) à sa gauche.

Au-delà des discours, que disent les actes? Pour le vérifier, nous avons analysé l'intégralité des scrutins du Grand Conseil depuis 2022. Cette approche permet de mesurer la proximité réelle entre chaque parti et chaque élu (voir la méthodologie en fin d'article).

La convergence du trio du centre droit

Comme l'illustre le graphique ci-dessus, une proximité frappante se dessine entre les votes du MCG, du Centre et de LJS. Ces trois formations ne se contentent pas de voter souvent de concert, elles affichent une cohésion interne remarquable. Leurs courbes se chevauchent largement, formant un bloc compact au centre droit de l'échiquier genevois.

Ce bloc contraste avec la situation à gauche. Si les socialistes et Les Vert-e-s partagent des positions similaires, leurs divergences internes sont plus marquées, leurs courbes respectives s'étalant davantage sur l'axe. Quant à Ensemble à gauche, bien qu'absent de la législature actuelle, l'histo-

rique des votes confirme son isolement à l'extrême gauche, distinctement séparé du bloc rose-vert.

L'exception genevoise à droite

A l'autre extrémité du spectre, la droite présente une configuration particulière. Le PLR et l'UDC, bien que voisins idéologiques, conservent des identités de vote distinctes, avec peu de chevauchements.

C'est ici que le «laboratoire genevois» se distingue de la politique fédérale. Contrairement à Berne, où le PLR national s'est rapproché du Centre, la dynamique inverse prévaut à Genève: le PLR reste ancré à droite tandis que Le Centre, LJS et le MCG occupent un espace politique médian mais clairement orienté au centre droit.

Là où son origine populiste laissait imaginer de l'hétérogénéité, le parti affiche une cohésion quasi militaire

Au-delà des étiquettes partisans, l'analyse permet de descendre au niveau individuel pour observer la discipline de vote. On retrouve par exemple la socialiste Caroline Renold ou l'écologiste Uzma Khamis Vanini, tout à gauche du Grand Conseil. A l'inverse, l'aile droite est tenue par l'UDC, dont Yves Nidegger et Stéphane Florey figurent parmi les députés les plus à droite du parlement genevois.

Loin de ces extrêmes, le MCG surprend par sa discipline. Là où son origine populiste laissait imaginer de l'hétérogénéité, le parti affiche une cohésion quasi militaire, signe de son ancrage au centre droit. Une normalisation qui comporte toutefois un risque: à force de rentrer dans le rang, le mouvement pourrait diluer la force contestataire qui a fait son succès. ■